

No. 54795*

**Peru
and
France**

**Extradition Treaty between the Republic of Peru and the French Republic. Lima,
21 February 2013**

Entry into force: *1 March 2016, in accordance with article 25*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Peru, 29 November 2017*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Pérou
et
France**

**Traité d'extradition entre la République du Pérou et la République française. Lima,
21 février 2013**

Entrée en vigueur : *1^{er} mars 2016, conformément à l'article 25*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Pérou,
29 novembre 2017*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

TRAITE D'EXTRADITION
ENTRE
LA REPUBLIQUE DU PEROU
ET
LA REPUBLIQUE FRANCAISE

La République du Pérou et la République française, ci-après dénommées « les Etats contractants » ;

Rappelant la Convention d'extradition entre la République du Pérou et la République française, signée à Paris le 30 septembre 1874 ;

Désireuses de renforcer les liens d'amitié existant entre leurs peuples et leurs Gouvernements ;

Conscientes de la nécessité de jeter les bases d'une collaboration en matière de lutte contre la criminalité et de s'assister mutuellement en matière d'extradition,

Souhaitant en particulier renforcer leurs capacités communes de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée,

Sont convenues des dispositions suivantes :

Article 1
Obligation d'extrader

Les Etats contractants s'engagent à se livrer réciproquement, selon les dispositions du présent Traité, les personnes se trouvant sur leurs territoires respectifs et qui sont poursuivies ou ont été condamnées par les autorités judiciaires de l'autre Etat pour une infraction donnant lieu à extradition.

Article 2
Infractions donnant lieu à extradition

1. Donnent lieu à extradition les infractions punies, en vertu des lois des deux Etats contractants, d'une peine privative de liberté d'une durée d'au moins un (1) an ou d'une peine plus sévère.
2. Si l'extradition est demandée aux fins d'exécution d'une condamnation, la durée de la peine privative de liberté restant à exécuter doit être supérieure à six (6) mois.

3. Aux fins du présent article, une infraction donne lieu à extradition même si les lois des Etats contractants classent l'infraction dans des catégories différentes ou la qualifient en des termes différents, pourvu que le comportement sous-jacent soit délictueux dans les deux Etats.

4. Si la demande d'extradition vise plusieurs infractions punies chacune par la législation des deux Etats contractants, mais dont certaines ne remplissent pas les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2, l'Etat requis peut également accorder l'extradition pour ces dernières.

5. En matière de taxes et d'impôts, de douanes et de change, l'extradition ne peut être refusée au motif que la législation de l'Etat requis ne prévoit pas le même type d'impôts ou de taxes ou ne contient pas le même type de réglementation en ces matières que la législation de l'Etat requérant si les faits satisfont aux conditions du présent article.

Article 3 **Motifs obligatoires de refus d'extradition**

L'extradition n'est pas accordée dans l'un des cas suivants :

a) Lorsque la demande de l'Etat requérant se rapporte à des infractions que l'Etat requis considère comme des infractions politiques ou comme des infractions connexes à de telles infractions. Ne sont cependant pas considérés comme des infractions politiques ou comme des infractions connexes à de telles infractions :

(i) L'attentat à la vie d'un chef d'Etat ou de Gouvernement ou d'un membre de sa famille ;

(ii) Le génocide, les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre ;

(iii) Les infractions, en particulier les infractions de nature terroriste, pour lesquelles les deux Etats contractants ont l'obligation, en vertu d'un traité multilatéral auquel ils sont tous deux parties, d'extrader la personne réclamée ou de soumettre le cas aux autorités compétentes pour décider des poursuites à engager.

b) Lorsque l'Etat requis a des motifs fondés de croire que l'extradition a été demandée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité, d'origine ethnique, d'opinions politiques, de sexe ou que la situation de cette personne risque d'être aggravée pour l'une de ces raisons ;

c) Lorsque le jugement de l'Etat requérant qui motive la demande d'extradition a été prononcé par défaut et que celui-ci n'accorde pas les garanties suffisantes que la personne aura la possibilité d'être jugée à nouveau en sa présence ;

- d) Lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est une infraction militaire qui ne constitue pas une infraction pénale de droit commun ;
- e) Lorsque la personne réclamée a été condamnée ou doit être jugée dans l'Etat requérant par un tribunal d'exception ;
- f) Lorsque la personne a été condamnée ou acquittée définitivement, ou a fait l'objet d'une mesure d'amnistie ou de grâce dans l'Etat requis pour l'infraction ou les infractions en raison desquelles l'extradition est demandée ;
- g) Lorsque l'action pénale ou la peine est prescrite d'après la législation de l'Etat requérant ou de l'Etat requis.

Article 4

Motifs facultatifs de refus d'extradition

L'extradition peut être refusée dans l'un des cas suivants :

- a) Lorsque des poursuites pénales sont en cours ou ont été clôturées de façon non définitive dans l'Etat requis à l'encontre de la personne réclamée au titre de l'infraction ou des infractions pour lesquelles l'extradition est demandée ;
- b) Lorsque l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée a été commise hors du territoire de l'un ou l'autre Etat contractant et que l'Etat requis n'est pas compétent, conformément à sa législation, pour connaître d'infractions commises hors de son territoire dans des circonstances similaires ;
- c) Lorsque la personne réclamée a été définitivement jugée dans un Etat tiers pour la ou les infractions pour lesquelles son extradition est demandée ;
- d) Lorsque, selon la législation de l'Etat requis, l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée a été commise en totalité ou en partie sur son territoire. Dans ce cas, l'Etat requis, d'office ou à la demande de l'Etat requérant, soumet l'affaire à ses autorités compétentes afin que des poursuites puissent être engagées contre l'intéressé pour la ou les infractions ayant motivé la demande d'extradition ;
- e) Lorsque l'Etat requis considère que l'extradition de la personne réclamée pourrait avoir pour elle des conséquences d'une gravité exceptionnelle d'un point de vue humanitaire, eu égard à son âge ou à son état de santé.

Article 5
Remise de nationaux

1. Lorsque la personne réclamée est un ressortissant de l'Etat requis, celui-ci peut refuser d'accorder l'extradition. La nationalité est déterminée au moment où l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée a été commise.

2. Si l'extradition est refusée pour ce motif, l'Etat requis doit, à la demande de l'Etat requérant, soumettre l'affaire à ses autorités compétentes afin que des poursuites judiciaires puissent être engagées à l'encontre de la personne réclamée pour l'infraction ou les infractions ayant motivé la demande d'extradition. A cet effet, les documents, rapports et objets concernant l'infraction sont adressés gratuitement par la voie prévue à l'article 7 et l'Etat requérant est informé de la décision intervenue.

Article 6
Peine de mort

L'extradition est refusée lorsque l'infraction pour laquelle elle est demandée est punie de la peine de mort conformément à la législation de l'Etat requérant, sauf si ce dernier donne des garanties suffisantes que cette peine ne sera ni requise, ni prononcée, ni exécutée.

Article 7
Demande d'extradition et documents requis

1. La demande d'extradition est formulée dans tous les cas par écrit et est transmise par la voie diplomatique.

2. La demande d'extradition doit comprendre ce qui suit :

- a) Les documents, déclarations ou tout autre type de renseignements permettant d'établir l'identité de la personne réclamée et sa localisation probable ;
- b) L'exposé des faits pour lesquels l'extradition est demandée, mentionnant la date et le lieu de leur commission, leur qualification juridique et les références des dispositions légales qui leur sont applicables, y compris celles relatives à la prescription ;
- c) Le texte des dispositions légales qualifiant l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée et les peines correspondantes ;

d) Le texte des dispositions légales indiquant, selon le cas, que l'action pénale ou la peine n'est pas prescrite ; et

e) Les documents, déclarations ou tout autre type d'informations spécifiés aux paragraphes 3 ou 4 du présent article, selon le cas.

3. La demande d'extradition concernant une personne réclamée pour être poursuivie pour une infraction doit également être accompagnée de l'original ou de la copie du mandat d'arrêt émis par le juge ou une autre autorité judiciaire compétente.

4. Si la demande d'extradition concerne une personne condamnée, la demande doit également être accompagnée :

a) De l'original ou de la copie du jugement de condamnation ;

b) D'une déclaration relative au quantum de la peine prononcée et au reliquat de la peine restant à purger.

5. Si l'Etat requis demande, en application du présent Traité, un complément d'informations ou de documents pour décider de la suite à donner à la demande d'extradition, ces informations ou documents doivent être fournis dans un délai maximum de quarante-cinq (45) jours consécutifs.

Article 8

Traduction des documents et exemption de formalités

1. Tous les documents présentés par l'Etat requérant doivent être accompagnés de leur traduction dans la langue de l'Etat requis.

2. En application des dispositions du présent Traité, la demande d'extradition, ainsi que les documents de toute nature l'accompagnant à cette occasion ou ultérieurement sont exemptés de légalisation ou formalité analogue.

Article 9

Arrestation provisoire

1. L'Etat requérant peut demander l'arrestation provisoire de la personne réclamée en attendant la présentation de la demande d'extradition. La demande d'arrestation provisoire doit être transmise par la voie diplomatique ou directement entre le Parquet de la Nation - Ministère public de la République du Pérou et le Ministère de la Justice de la République française ou par la voie de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol).

2. La demande d'arrestation provisoire est formulée par écrit et contient :

- a) Une description de la personne réclamée ;
- b) Son adresse, si elle est connue ;
- c) Un bref exposé des faits relatifs à l'affaire mentionnant la date, le lieu et les circonstances de commission de l'infraction ;
- d) L'indication détaillée de la loi ou des lois enfreintes ;
- e) La déclaration de l'existence d'un mandat d'arrêt ou d'un jugement de condamnation à l'encontre de la personne réclamée ; et
- f) Une déclaration indiquant que la demande d'extradition sera présentée ultérieurement.

3. Dès réception de la demande d'arrestation provisoire, l'Etat requis y donne suite conformément à sa législation. L'Etat requérant est informé sans délai de la décision sur la demande d'arrestation provisoire et des motifs de tout rejet d'une telle demande.

4. La personne arrêtée provisoirement peut être mise en liberté si, à l'expiration d'un délai de quatre-vingt (80) jours consécutifs à compter de la date de la mise en détention provisoire conformément au présent Traité, l'Etat requis n'a pas reçu la demande d'extradition.

5. La mise en liberté de la personne réclamée en application du paragraphe 4 du présent article n'empêche pas qu'elle soit à nouveau arrêtée et que son extradition soit accordée au cas où la demande correspondante serait reçue par la suite.

Article 10

Décision relative à la demande d'extradition et à la remise de la personne réclamée

1. L'Etat requis traite la demande d'extradition conformément à la procédure prévue par sa législation ainsi que par le présent Traité, et communique dans les meilleurs délais à l'Etat requérant, par la voie diplomatique, la décision qu'il a prise concernant la demande.

2. Si l'extradition est accordée, les Etats contractants conviennent d'une date et d'un lieu pour la remise de la personne réclamée. L'Etat requis communique à l'Etat requérant la durée de la détention subie par la personne réclamée en vue de son extradition.

3. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 4 du présent article, si la personne réclamée n'est pas reçue dans un délai de quarante-cinq (45) jours consécutifs à compter de la date convenue pour la remise, elle doit être mise en liberté et l'Etat requis peut, par la suite, refuser son extradition pour les mêmes faits.

4. En cas de force majeure empêchant la remise ou la réception de la personne à extrader, l'Etat contractant affecté en informe l'autre Etat. Les deux Etats contractants conviennent d'une nouvelle date pour la remise et les dispositions du paragraphe 3 du présent article sont applicables.

5. Si l'extradition est refusée, intégralement ou en partie, l'Etat requis fournit une explication motivée de son refus et, à la demande de l'Etat requérant, remet une copie de la décision.

Article 11

Remise différée ou temporaire

1. Après avoir accepté l'extradition, l'Etat requis peut différer la remise d'une personne à l'encontre de laquelle il existe des procédures en cours ou lorsque cette personne purge une peine sur le territoire de cet Etat. Ce report peut se prolonger jusqu'à la conclusion de la procédure judiciaire à l'encontre de la personne réclamée ou jusqu'à ce que celle-ci ait purgé sa peine éventuelle. L'Etat requis informe l'Etat requérant, dans les meilleurs délais, de tout report conformément au présent paragraphe.

2. Lorsque l'extradition d'une personne à l'encontre de laquelle une procédure judiciaire est en cours ou qui purge une peine sur le territoire de l'Etat requis est accordée, cet Etat peut, à titre exceptionnel, remettre temporairement la personne dont l'extradition a été accordée, à l'Etat requérant dans des conditions à déterminer d'un commun accord entre les Etats contractants et, en tout cas, sous la condition expresse qu'elle sera maintenue en détention et renvoyée dans l'Etat requis.

Article 12

Concours de demandes

Si l'Etat requis reçoit des demandes de l'autre Etat contractant et d'un ou plusieurs Etats tiers en vue de l'extradition de la même personne, soit pour la même infraction, soit pour des infractions distinctes, l'Etat requis décide à quel Etat remettre la personne, en tenant compte de tous les éléments pertinents et en particulier des suivants :

- a) Si les demandes ont été effectuées en vertu d'un traité ;

- b) L'ordre chronologique dans lequel les demandes ont été reçues par l'Etat requis ;
- c) Le lieu où chaque infraction a été commise ;
- d) Le domicile de la personne réclamée ;
- e) La gravité de chaque infraction ;
- f) La nationalité de la personne réclamée ; ou
- g) La possibilité d'une extradition ultérieure vers un autre Etat.

Article 13

Saisie et remise de biens

1. Dans les limites autorisées par la législation de l'Etat requis, ce dernier peut saisir et remettre à l'Etat requérant tous les objets, documents et preuves liés à l'infraction donnant lieu à l'extradition. La remise de ceux-ci peut s'effectuer même si l'extradition n'a pu être menée à bien en raison du décès, de la disparition ou de la fuite de la personne réclamée.

2. L'Etat requis peut différer la remise des biens susmentionnés, aussi longtemps que jugé nécessaire pour les besoins d'une enquête ou d'une procédure dans ledit Etat. Il peut également les remettre à l'Etat requérant à condition qu'ils lui soient restitués dans les plus brefs délais.

3. Sont préservés les droits de l'Etat requis ou de tiers sur les biens remis.

Article 14

Règle de la spécialité

1. La personne extradée en vertu du présent Traité ne sera ni poursuivie, ni jugée, ni détenue dans l'Etat requérant, ni soumise à aucune autre restriction de sa liberté individuelle, pour un fait quelconque antérieur à la remise, autre que celui ayant motivé l'extradition, sauf dans les cas suivants :

- a) Lorsque l'Etat qui l'a livrée y consent. Une demande est présentée à cet effet, accompagnée des pièces prévues à l'article 7 et d'un procès-verbal judiciaire consignait les déclarations de la personne extradée, précisant si elle accepte l'extension de l'extradition ou si elle s'y oppose. Ce consentement ne peut être accordé que lorsque l'infraction pour laquelle il est demandé est de nature à donner lieu à extradition conformément au présent Traité ; ou

b) Lorsque, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de l'Etat auquel elle a été livrée, la personne extradée ne l'a pas quitté dans les trente (30) jours consécutifs qui suivent sa libération définitive ou si elle y est retournée volontairement après l'avoir quitté.

2. Si les conditions visées aux alinéas a) ou b) du paragraphe 1 du présent article ne sont pas réunies, l'Etat requérant peut prendre les mesures nécessaires, conformément à sa législation, en vue de l'expulsion de la personne extradée, d'une interruption ou d'une suspension de la prescription ou du recours à une procédure par défaut.

3. Lorsque la qualification légale d'une infraction pour laquelle une personne a été extradée est modifiée au cours de la procédure, cette personne ne peut être poursuivie ou jugée que si l'infraction nouvellement qualifiée :

a) Peut donner lieu à extradition dans les conditions du présent Traité ;

b) Vise les mêmes faits que l'infraction pour laquelle elle a été accordée ; et

c) N'est pas punissable de la peine de mort dans l'Etat requérant, sauf si ce dernier octroie les garanties prévues à l'article 6 du présent Traité.

Article 15

Réextradition vers un Etat tiers

Sauf dans le cas prévu à l'article 14, paragraphe 1, alinéa b), la réextradition au profit d'un Etat tiers ne peut être accordée sans le consentement de l'Etat contractant qui a accordé l'extradition. Cet Etat peut exiger la production des pièces prévues à l'article 7, ainsi qu'un procès-verbal judiciaire attestant que la personne réclamée accepte la réextradition ou qu'elle s'y oppose.

Article 16

Consentement de la personne réclamée

Si la personne réclamée consent à être remise à l'Etat requérant, l'Etat requis, conformément à son droit interne, statue sur sa remise aussi rapidement que possible. Le consentement doit être libre, explicite et volontaire, étant entendu que la personne réclamée doit être informée de ses droits et des conséquences de sa décision.

Article 17

Transit

1. Le transit à travers le territoire de l'un des Etats contractants d'une personne remise à l'autre Etat contractant par un Etat tiers, est accordé sur présentation, selon le cas, de l'un des documents visés aux paragraphes 3 ou 4 de l'article 7 du présent Traité, par la voie diplomatique ou directement entre le Parquet de la Nation – Ministère public de la République du Pérou et le Ministère de la Justice de la République française.

2. Le transit peut être refusé dans tous les cas de refus de l'extradition et pour des raisons d'ordre public.

3. La garde de la personne incombe aux autorités de l'Etat de transit tant qu'elle se trouve sur son territoire.

4. Dans les cas où la voie aérienne est utilisée, il est fait application des dispositions suivantes :

a) Lorsqu'aucun atterrissage n'est prévu, l'Etat requérant le notifie à l'Etat dont le territoire doit être survolé et atteste de l'existence de l'un des documents prévus, selon le cas, aux paragraphes 3 ou 4 de l'article 7. Dans le cas d'atterrissage fortuit, cette notification produit les effets de la demande d'arrestation provisoire visée à l'article 9 et l'Etat requérant adresse une demande régulière de transit ; ou

b) Lorsqu'un atterrissage est prévu, l'Etat requérant adresse une demande régulière de transit.

Article 18

Frais

1. Les frais occasionnés par les procédures internes inhérentes à l'extradition sont à la charge de l'Etat requis, à l'exception de ceux relatifs au transport de la personne réclamée vers l'Etat requérant, qui sont à la charge de ce dernier.

2. Si au cours de l'exécution d'une demande d'extradition, il apparaît que des frais de nature extraordinaire sont requis pour satisfaire à la demande, les Etats contractants se consultent pour fixer les termes et conditions auxquels sera soumise l'exécution de la demande.

Article 19
Relations avec d'autres traités ou accords internationaux

Les dispositions du présent Traité ne portent pas atteinte aux droits et aux obligations de chaque Etat contractant établis dans tout autre traité, convention ou accord.

Article 20
Consultations

Le Parquet de la Nation - Ministère public de la République du Pérou et le Ministère de la Justice de la République française peuvent se consulter mutuellement en ce qui concerne le cours des affaires, le maintien et l'amélioration des procédures pour la mise en œuvre du présent Traité.

Article 21
Règlement des différends

Tout différend qui pourrait survenir entre les États contractants, au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Traité, est réglé entre eux au moyen de consultations par la voie diplomatique.

Article 22
Application dans le temps

Le présent Traité s'applique à toutes demandes d'extradition présentées après son entrée en vigueur, même si les infractions auxquelles elles se rapportent ont été commises antérieurement.

Article 23
Amendements

Tout amendement au présent Traité doit être formulé par écrit et faire l'objet d'une décision prise d'un commun accord entre les Etats contractants. Les amendements entrent en vigueur conformément à l'article 25 du présent Traité.

Article 24
Durée

Le présent Traité est conclu pour une durée indéterminée.

Article 25
Entrée en vigueur

Le présent Traité entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la dernière des notifications par lesquelles les États contractants s'informent mutuellement, par la voie diplomatique, de l'accomplissement des procédures requises à cet effet par leurs ordres juridiques respectifs.

Article 26
Dénonciation

1. Chacun des Etats contractants pourra dénoncer le présent Traité à tout moment par une notification écrite adressée à l'autre Etat contractant par la voie diplomatique. Dans ce cas, la dénonciation prendra effet le premier jour du sixième mois suivant la date de réception de ladite notification.

2. Les demandes d'extradition qui auront été reçues avant la date d'effet de la dénonciation du présent Traité seront néanmoins traitées conformément aux termes de celui-ci.

Article 27
Disposition finale

L'entrée en vigueur du présent Traité abroge la Convention d'extradition entre la République du Pérou et la République française, signée à Paris le 30 septembre 1874. Toutefois, les demandes présentées avant l'entrée en vigueur du présent Traité continueront à être traitées conformément à ladite Convention.

SIGNÉ à Lima, le 21 Février 2013, en deux exemplaires originaux, en langues espagnole et française, les deux textes faisant également foi.

POUR LA REPUBLIQUE DU PEROU POUR LA REPUBLIQUE FRANÇAISE



[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

**TRATADO DE EXTRADICIÓN ENTRE
LA REPÚBLICA DEL PERÚ
Y
LA REPÚBLICA FRANCESA**

La República del Perú y la República Francesa, en adelante denominadas “los Estados Contratantes”;

Recordando la Convención de Extradición entre la República del Perú y la República Francesa, firmada en París el 30 de septiembre de 1874;

Animadas por el deseo de fortalecer los vínculos de amistad que existen entre sus pueblos y Gobiernos;

Conscientes de la importancia de sentar las bases que les permitan colaborar en la lucha contra la delincuencia y de prestarse mutuamente asistencia en materia de extradición;

Deseosas en particular de reforzar sus capacidades comunes de lucha contra el terrorismo y la delincuencia organizada;

Acuerdan lo siguiente:

**Artículo 1
Obligación de extraditar**

Los Estados Contratantes convienen en extraditar recíprocamente, de acuerdo con las disposiciones del presente Tratado, a las personas que se encuentren en sus respectivos territorios y que estén procesadas o hayan sido condenadas por las autoridades judiciales del otro Estado por un delito que dé lugar a la extradición.

**Artículo 2
Delitos que dan lugar a la extradición**

1. Darán lugar a extradición los delitos punibles, conforme a la legislación de ambos Estados Contratantes, con pena privativa de la libertad de una duración mínima de un (1) año o una pena más grave.

2. Si la extradición fuera solicitada para la ejecución de una condena, la duración de la pena privativa de libertad que quede por cumplir deberá ser superior a los seis (6) meses.

3. Para efectos del presente Artículo, un delito dará lugar a extradición independientemente que las leyes de los Estados Contratantes lo clasifiquen en diferente categoría, o lo tipifiquen con distinta terminología, siempre que la conducta subyacente sea delictiva en ambos Estados.

4. Si la solicitud de extradición se refiere a varios delitos punibles conforme a la legislación de ambos Estados Contratantes, pero donde algunos no cumplen las condiciones previstas en los párrafos 1 y 2, el Estado requerido podrá conceder la extradición para estos últimos.

5. En materia de tasas e impuestos, de aduanas y de cambio, la extradición no podrá denegarse porque la legislación del Estado requerido no establezca el mismo tipo de impuestos o de tasas o no contenga el mismo tipo de reglamentación en estas materias que la legislación del Estado requirente, si los hechos reúnen los requisitos del presente Artículo.

Artículo 3

Motivos obligatorios para denegar la extradición

La extradición no será concedida cuando concurra alguna de las siguientes circunstancias:

a) Cuando la solicitud del Estado requirente se base en delitos que el Estado requerido considere como delitos políticos o conexos con éstos. No serán, empero, considerados delitos políticos ni conexos con éstos:

i) El atentado contra la vida de un jefe de Estado o de Gobierno, o de un miembro de su familia;

ii) El genocidio, los crímenes de lesa humanidad o los crímenes de guerra;

iii) Los delitos, en particular los delitos de naturaleza terrorista, con relación a los cuales ambos Estados Contratantes tienen la obligación, en virtud de algún tratado multilateral del que ambos sean parte, de extraditar a la persona reclamada o de remitir el caso a las autoridades competentes para que decidan sobre su procesamiento.

b) Si el Estado requerido tiene motivos fundados para considerar que la solicitud de extradición se ha formulado con miras a procesar o castigar a una persona por causa de su raza, religión, nacionalidad, origen étnico, opiniones políticas, sexo, o que la situación de esa persona puede resultar perjudicada por alguna de esas razones;

- c) Si la sentencia del Estado requirente que motiva la solicitud de extradición ha sido dictada en rebeldía y éste no otorga garantías suficientes que la persona tendrá la posibilidad de ser juzgada nuevamente en su presencia;
- d) Si el delito por el que se solicita la extradición es un delito militar que no constituye un delito penal ordinario;
- e) Si la persona reclamada hubiere sido condenada o debiera ser juzgada en el Estado requirente por un tribunal de excepción;
- f) Si la persona ha sido condenada o absuelta definitivamente, o beneficiada por una amnistía o indulto en el Estado requerido, respecto del delito o delitos en los que se fundamenta la solicitud de extradición;
- g) Si la acción penal o la pena se encuentran prescritas, de conformidad con la legislación del Estado requirente o del Estado requerido.

Artículo 4

Motivos facultativos para el rechazo de la extradición

Podrá denegarse la extradición cuando concurra alguna de las siguientes circunstancias:

- a) Cuando hubiere un proceso penal en trámite o cerrado provisoriamente en el Estado requerido respecto de la persona reclamada, por el mismo delito o delitos en que se funda la solicitud de extradición;
- b) Cuando el delito por el que se solicita la extradición se ha cometido fuera del territorio de uno u otro Estado Contratante y el Estado requerido carezca de jurisdicción, con arreglo a su legislación, para conocer de delitos cometidos fuera de su territorio en circunstancias similares;
- c) Cuando la persona reclamada ha sido definitivamente juzgada en un tercer Estado por el delito o los delitos en que se ha fundado la solicitud de extradición;
- d) Cuando, de conformidad con la ley del Estado requerido, el delito en que se funda la solicitud de extradición se ha cometido en su totalidad o en parte de su territorio. En este caso, el Estado requerido, de oficio o a solicitud del Estado requirente, someterá el asunto a sus autoridades competentes para que se puedan iniciar acciones contra la persona reclamada por el delito o los delitos en que se haya fundado la solicitud de extradición;

e) Cuando el Estado requerido considere que la extradición de la persona reclamada podría tener para ella consecuencias de una gravedad excepcional, desde el punto de vista humanitario, en razón de su edad o su estado de salud.

Artículo 5

Entrega de nacionales

1. Cuando la persona reclamada sea nacional del Estado requerido, éste podrá rehusar la concesión de la extradición. La calidad de nacional se apreciará en el momento de la comisión del delito por el cual se solicita la extradición.

2. Si se niega la extradición por este motivo, el Estado requerido someterá, a solicitud del Estado requirente, el asunto a sus autoridades competentes para que se puedan iniciar acciones judiciales contra la persona reclamada por el delito o los delitos en que se haya fundado la solicitud de extradición. A tales efectos, los documentos, informes y objetos relativos al delito serán remitidos gratuitamente por la vía prevista en el Artículo 7 y el Estado requirente será informado de la decisión adoptada.

Artículo 6

Pena de muerte

La extradición será denegada si el delito por el que se solicita tuviere prevista la pena de muerte en la legislación del Estado requirente, salvo que éste otorgue garantías suficientes que dicha pena no se requerirá, no se dictará y no se aplicará.

Artículo 7

Solicitud de extradición y documentación requerida

1. La solicitud de extradición será formulada en todos los casos por escrito y remitida por vía diplomática.

2. La solicitud de extradición deberá contener lo siguiente:

a) Los documentos, declaraciones u otro tipo de información que permitan determinar la identidad y el probable paradero de la persona reclamada;

b) La exposición de los hechos por los cuales se solicita la extradición, haciendo mención de la fecha y el lugar en que se cometieron, su calificación jurídica y las referencias a las disposiciones legales aplicables a éstos, incluidas aquellas relativas a su prescripción;

c) El texto de las disposiciones legales que tipifiquen el delito por el cual se solicita la extradición, y las penas correspondientes;

d) El texto de las disposiciones legales que indiquen, según el caso, que la acción penal o la pena no han prescrito; y,

e) Los documentos, declaraciones u otro tipo de información especificados en el párrafo 3 o 4 de este Artículo, según corresponda.

3. La solicitud de extradición que se refiera a una persona reclamada para ser procesada por un delito, deberá también ir acompañada del original o de la copia de la orden de detención dictada por el juez u otra autoridad judicial competente.

4. Si la solicitud de extradición se refiere a una persona condenada, la solicitud deberá también ir acompañada de:

a) El original o la copia del fallo condenatorio.

b) Una declaración relativa a la duración de la condena pronunciada y la parte de la pena que queda por cumplir.

5. Si el Estado requerido solicita, en aplicación del presente Tratado, información o documentos adicionales para decidir acerca del curso que dará a la solicitud de extradición, dicha información o documentos deberán presentarse en un plazo máximo de cuarenta y cinco (45) días consecutivos.

Artículo 8

Traducción y exención de formalidad de la documentación

1. Todos los documentos presentados por el Estado requirente deberán ir acompañados de una traducción al idioma del Estado requerido.

2. En aplicación de las disposiciones del presente Tratado, la solicitud de extradición, así como los documentos de cualquier naturaleza que la acompañen en esa oportunidad o posteriormente, estarán exentos de legalización o formalidad análoga.

Artículo 9
Detención preventiva

1. El Estado requirente podrá solicitar la detención preventiva de la persona reclamada en tanto se presente la solicitud de extradición. La solicitud de detención preventiva deberá tramitarse por vía diplomática, o directamente entre la Fiscalía de la Nación – Ministerio Público de la República del Perú y el Ministerio de Justicia de la República Francesa o por conducto de la Organización Internacional de Policía Criminal (Interpol).

2. La solicitud de detención preventiva se presentará por escrito y contendrá:

- a) Una descripción de la persona reclamada;
- b) El paradero de la misma, si se conociere;
- c) Una breve exposición de los hechos relevantes al caso, mencionando la fecha, el lugar y las circunstancias en que se cometió el delito;
- d) El detalle de la ley o leyes infringidas;
- e) La declaración de la existencia de una orden de detención o de fallo condenatorio contra la persona reclamada; y,
- f) Una declaración indicando que la solicitud de extradición se presentará posteriormente.

3. A la recepción de la solicitud de detención preventiva, el Estado requerido le dará curso de conformidad con su legislación. El Estado requirente será notificado inmediatamente de la decisión relativa a la solicitud de detención preventiva y de las razones de cualquier negativa acerca de esta solicitud.

4. La persona detenida preventivamente podrá ser puesta en libertad si el Estado requerido, vencido el plazo de ochenta (80) días consecutivos a partir de la fecha de la detención preventiva de acuerdo al presente Tratado, no hubiera recibido la solicitud de extradición.

5. La puesta en libertad de la persona reclamada en virtud del párrafo 4 de este Artículo, no impedirá que sea nuevamente detenida y su extradición concedida en caso se reciba posteriormente la correspondiente solicitud.

Artículo 10

Decisión relativa a la solicitud de extradición y entrega de la persona reclamada

1. El Estado requerido tramitará la solicitud de extradición de conformidad con el procedimiento establecido en su legislación, así como en el presente Tratado, y comunicará sin demora al Estado requirente, por la vía diplomática, la decisión que adopte respecto a tal solicitud.
2. Si se concede la extradición, los Estados Contratantes convendrán la fecha y el lugar para la entrega de la persona reclamada. El Estado requerido comunicará al Estado requirente la duración de la detención sufrida por la persona reclamada con motivo de su extradición.
3. Sin perjuicio de las disposiciones del párrafo 4 del presente Artículo, si la persona reclamada no es recibida en un plazo de cuarenta y cinco (45) días consecutivos contados a partir de la fecha convenida para la entrega, ésta será puesta en libertad y el Estado requerido podrá, luego, denegar su extradición por los mismos hechos.
4. En caso de fuerza mayor que impidiera la entrega o la recepción de la persona por extraditar, el Estado Contratante afectado informará al otro Estado. Ambos Estados Contratantes acordarán una nueva fecha para la entrega, siendo aplicables las disposiciones del párrafo 3 del presente Artículo.
5. Si se deniega la extradición, total o parcialmente, el Estado requerido proporcionará una explicación fundamentada de su negativa y, a solicitud del Estado requirente remitirá copia de su decisión.

Artículo 11

Entrega diferida o temporal

1. Después de haber aceptado la extradición, el Estado requerido podrá aplazar la entrega de una persona contra quien se haya incoado procedimiento judicial o que esté cumpliendo una condena en el territorio de ese Estado. El aplazamiento podrá prolongarse hasta que haya concluido el procedimiento judicial de la persona reclamada o hasta que ésta haya cumplido la condena, si la hubiera. El Estado requerido dará aviso al Estado requirente, a la brevedad posible, de cualquier aplazamiento de conformidad con el presente párrafo.
2. Si se concede la extradición de una persona contra quien se haya incoado procedimiento judicial o que esté cumpliendo una condena en el territorio del Estado requerido, dicho Estado podrá, en casos excepcionales, entregar temporalmente al Estado requirente a la persona cuya extradición fue concedida, de conformidad con las condiciones establecidas de común acuerdo entre los Estados Contratantes y, en cualquier caso, con la condición expresa que se la mantendrá en detención y será devuelta al Estado requerido.

Artículo 12
Concurrencia de solicitudes

Si el Estado requerido recibiera solicitudes del otro Estado Contratante y de uno o varios terceros Estados para la extradición de la misma persona, sea por el mismo delito o por delitos distintos, el Estado requerido decidirá a qué Estado entregará a la persona, tomando en consideración todos los elementos pertinentes, incluyendo los siguientes:

- a) Si las solicitudes fueron realizadas con arreglo a un tratado;
- b) El orden cronológico en el cual las solicitudes fueron recibidas por el Estado requerido;
- c) El lugar donde se cometió cada delito;
- d) El domicilio de la persona reclamada;
- e) La gravedad de cada delito;
- f) La nacionalidad de la persona reclamada; o,
- g) La posibilidad de una extradición ulterior hacia otro Estado.

Artículo 13
Incautación y entrega de bienes

1. Dentro del límite permitido por la legislación del Estado requerido, éste podrá incautar y entregar al Estado requirente todos los objetos, documentos y pruebas concernientes al delito respecto del cual se concede la extradición. La entrega de los mismos podrá ser efectuada inclusive si la extradición no pudiera llevarse a cabo por muerte, desaparición o fuga de la persona reclamada.

2. El Estado requerido podrá aplazar la entrega de los bienes indicados en el párrafo anterior, por el tiempo que considere necesario para una investigación o un procedimiento en dicho Estado. Asimismo, podrá entregarlos al Estado requirente a condición que le sean devueltos a la brevedad posible.

3. Quedan a salvo los derechos del Estado requerido o de terceros sobre los bienes entregados.

Artículo 14
Principio de especialidad

1. La persona extraditada conforme al presente Tratado no podrá ser procesada, juzgada ni detenida en el Estado requirente, ni sometida a ninguna otra restricción de su libertad individual por cualquier hecho anterior a la entrega, distinto de aquello por el cual se concedió la extradición, salvo en los casos siguientes:

a) Cuando el Estado que la ha entregado da su consentimiento. Para tal fin, se presentará una solicitud acompañada de los documentos previstos en el Artículo 7 y un acta judicial donde se consignen las declaraciones de la persona extraditada, precisando si acepta la extensión de la extradición o si se opone a ella. Dicho consentimiento sólo podrá ser otorgado cuando el delito por el cual se solicita da lugar a la extradición de conformidad con el presente Tratado; o,

b) Cuando la persona extraditada, habiéndose encontrado en la posibilidad de abandonar el territorio del Estado al que fue entregada, no lo ha hecho dentro del plazo de treinta (30) días consecutivos posteriores a su liberación definitiva o si retornara voluntariamente a dicho territorio después de haberlo abandonado.

2. Cuando no se presenten los supuestos referidos en los literales a) o b) del párrafo 1 del presente Artículo, el Estado requirente, de conformidad con su legislación, podrá adoptar las medidas necesarias para la expulsión de la persona extraditada, disponer la interrupción o suspensión de la prescripción, o seguir un proceso en ausencia.

3. Cuando la calificación legal del delito por el cual una persona ha sido extraditada se modifica en el curso del procedimiento, sólo podrá ser procesada o juzgada si la nueva calificación:

a) Puede dar lugar a la extradición en las condiciones del presente Tratado;

b) Se refiere a los mismos hechos por los cuales se concedió la extradición; y,

c) No se castiga con la pena de muerte en el Estado requirente, salvo que otorgue las garantías previstas en el Artículo 6 del presente Tratado.

Artículo 15
Reextradición a un tercer Estado

Salvo en el caso previsto en el Artículo 14, párrafo 1, literal b), la reextradición a un tercer Estado no podrá concederse sin el consentimiento del Estado Contratante que haya concedido la extradición. Dicho Estado podrá exigir la presentación de los documentos previstos en el Artículo

7, así como un acta judicial en la que conste que la persona reclamada acepta la reextradición o que se opone a ella.

Artículo 16

Consentimiento de la persona reclamada

Si la persona reclamada consiente en ser entregada al Estado requirente, el Estado requerido, conforme a su legislación interna, resolverá su entrega a la mayor brevedad posible. El consentimiento deberá ser libre, expreso y voluntario, debiendo notificarse a la persona reclamada acerca de sus derechos y de las consecuencias de su decisión.

Artículo 17

Tránsito

1. El tránsito a través del territorio de uno de los Estados Contratantes de una persona entregada al otro Estado Contratante por un tercer Estado, será autorizado mediante la presentación, según corresponda, de uno de los documentos previstos en los párrafos 3 o 4 del Artículo 7 del presente Tratado, por vía diplomática o directamente entre la Fiscalía de la Nación – Ministerio Público de la República del Perú y el Ministerio de Justicia de la República Francesa.

2. El tránsito podrá denegarse en todos los casos de rechazo de la extradición y por motivos de orden público.

3. La custodia de la persona estará a cargo de las autoridades del Estado de tránsito mientras ésta se encuentre en su territorio.

4. En caso que se utilice la vía aérea, se aplicarán las disposiciones siguientes:

a) Cuando no se ha previsto ningún aterrizaje, el Estado requirente comunicará al Estado cuyo territorio habrá que sobrevolar y declarará la existencia de uno de los documentos, según corresponda, previstos en los párrafos 3 o 4 del Artículo 7. En caso de aterrizaje fortuito, esta comunicación hará las veces de solicitud de detención preventiva, prevista en el Artículo 9, y el Estado requirente presentará una solicitud formal de tránsito; o,

b) Cuando se ha previsto el aterrizaje, el Estado requirente enviará una solicitud formal de tránsito.

Artículo 18

Gastos

1. Los gastos ocasionados por los procedimientos internos inherentes a la extradición estarán a cargo del Estado requerido, con excepción de los relativos al transporte de la persona reclamada hacia el Estado requirente, los que estarán a cargo de este último.

2. Si, durante la ejecución de una solicitud de extradición, se pusiera de manifiesto que es necesario incurrir en gastos extraordinarios para cumplir con dicha solicitud, los Estados Contratantes se consultarán para determinar los términos y condiciones a los cuales se sujetará la ejecución de la solicitud.

Artículo 19

Relación con otros Tratados o Acuerdos internacionales

Las disposiciones del presente Tratado no afectarán los derechos y las obligaciones de cada Estado Contratante establecidos en otros tratados, convenciones o acuerdos.

Artículo 20

Consultas

La Fiscalía de la Nación – Ministerio Público de la República del Perú y el Ministerio de Justicia de la República Francesa podrán consultarse mutuamente, con relación a la tramitación de los casos y al mantenimiento y mejoramiento de los procedimientos para la implementación del presente Tratado.

Artículo 21

Solución de controversias

Cualquier controversia que surja entre los Estados Contratantes relacionada con la interpretación o la ejecución del presente Tratado, será resuelta mediante consultas entre ellos, por vía diplomática.

Artículo 22

Aplicación temporal

El presente Tratado se aplicará a todas las solicitudes de extradición presentadas con posterioridad a su entrada en vigor, aún cuando los delitos a los que se refieran hayan sido cometidos con anterioridad.

Artículo 23

Enmiendas

Cualquier enmienda al presente Tratado deberá ser formulada por escrito y acordada sobre la base del mutuo consentimiento de los Estados Contratantes. Las enmiendas entrarán en vigor de conformidad con el Artículo 25 del Tratado.

Artículo 24

Duración

El presente Tratado tendrá una duración indeterminada.

Artículo 25

Entrada en vigor

El presente Tratado entrará en vigor el primer día del segundo mes contado a partir de la última notificación a través de las cuales los Estados Contratantes se comuniquen mutuamente, por vía diplomática, el cumplimiento de los procedimientos exigidos por sus respectivos ordenamientos jurídicos para tal efecto.

Artículo 26

Denuncia

1. Cualquiera de los Estados Contratantes podrá denunciar el presente Tratado en cualquier momento mediante notificación escrita al otro Estado Contratante por la vía diplomática. En este caso, la denuncia surtirá efecto el primer día del sexto mes a partir de la fecha de recepción de dicha notificación.

2. Las solicitudes de extradición que hayan sido recibidas antes de la fecha en que la denuncia del presente Tratado surta efecto continuarán rigiéndose, no obstante, por las disposiciones del mismo.

Artículo 27

Disposición final

Al entrar en vigor el presente Tratado, quedará sin efecto la Convención de Extradición entre la República del Perú y la República Francesa, firmada en París el 30 de septiembre de 1874. Sin

perjuicio de ello, las solicitudes presentadas con anterioridad a la entrada en vigor del presente Tratado seguirán tramitándose conforme a dicha Convención.

SUSCRITO en Lima, el 21 de febrero de 2013, en dos ejemplares originales, en los idiomas español y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos y válidos.


POR LA REPÚBLICA DEL PERÚ

12-5

POR LA REPÚBLICA FRANCESA

[TRANSLATION – TRADUCTION]

EXTRADITION TREATY BETWEEN THE REPUBLIC OF PERU AND THE
FRENCH REPUBLIC

The Republic of Peru and the French Republic, hereinafter referred to as “the Contracting States”,

Recalling the Convention on Extradition between the Republic of Peru and the French Republic, signed at Paris on 30 September 1874,

Desiring to strengthen the ties of friendship between their peoples and Governments,

Aware of the importance of establishing the foundations that would enable them jointly to combat crime and to assist each other in matters concerning extradition,

Desiring in particular to strengthen their common capacities to combat terrorism and organized crime,

Have agreed as follows:

Article 1. Obligation to extradite

The Contracting States agree to extradite reciprocally, subject to the provisions of this Treaty, any persons on their respective territories who are being prosecuted or have been convicted by the judicial authorities of the other State for an extraditable offence.

Article 2. Extraditable offences

1. Extraditable offences are offences that are punishable under the laws of both Contracting States by deprivation of liberty for a maximum period of at least one year, or by a more severe penalty.

2. Where the request for extradition is for the enforcement of a sentence, there must be at least six months to be served of the term of deprivation of liberty.

3. For the purposes of this article, an offence is extraditable independently of whether it is classified in a different category or described with different terminology under the laws of the Contracting States, provided that the underlying conduct is criminal in both States.

4. If the request for extradition refers to several separate offences punishable under the laws of both Contracting States, but some of which do not fulfil the conditions set out in paragraphs 1 and 2, the requested State may grant extradition for the latter offences.

5. Extradition may not be denied because the taxation, customs duties and exchange control laws of the requested State do not impose the same kind of tax or duty or do not contain regulations in such matters of the same kind as the laws of the requesting State, if the facts fulfil the requirement of this article.

Article 3. Mandatory grounds for refusal

Extradition shall not be granted in any of the following circumstances:

(a) If the request of the requesting State is based on offences regarded by the requested State as offences of a political or related nature. The following, however, shall not be considered political crimes or crimes connected with political crimes:

(i) An attempt to assassinate a head of State or Government or a member of his or her family;

(ii) Genocide, crimes against humanity or war crimes;

(iii) Offences, in particular crimes of a terrorist nature, with regard to which both Contracting States have an obligation, under a multilateral treaty to which they are both party, to extradite the person sought or to refer the case to the competent authorities for them to decide on how it is to be dealt with;

(b) If the requested State has substantial grounds for believing that the request for extradition has been made for the purpose of prosecuting or punishing a person on account of that person's race, religion, nationality, ethnic origin, political opinions or sex or the fact that that person's position may be prejudiced for any of those reasons;

(c) If the judgment of the requesting State giving rise to the extradition request has been rendered in absentia and the requesting State does not provide sufficient guarantees that the person will have the opportunity of being retried in his or her presence;

(d) If the offence for which extradition is requested is a military offence that is not also an offence under ordinary criminal law;

(e) If the person sought has been sentenced or is to be tried in the requesting State by an extraordinary tribunal;

(f) If the person has been tried, the case against him or her has been dismissed or an amnesty or pardon has been granted in the requested State in respect of the act or acts on which the request for extradition is based;

(g) If the prosecution or punishment is statute-barred, in accordance with the laws of the requesting or requested State.

Article 4. Optional grounds for refusal

Extradition may be refused in any of the following circumstances:

(a) When there are criminal proceedings pending or provisionally closed in the requested State in respect of the person sought for the same offence or offences on which the request for extradition is based;

(b) If the offence for which extradition is requested has been committed outside the territory of either Contracting State and the laws of the requested State do not provide for jurisdiction over such an offence committed outside its territory in comparable circumstances;

(c) When the person sought has been finally judged in a third State for the offence or offences on which the request for extradition is based;

(d) If the offence for which extradition is requested is regarded under the laws of the requested State as having been committed in whole or in part on its territory. In such a case, the requested State shall, ex officio or at the request of the requesting State, submit the matter to its competent authorities so that proceedings may be instituted against the person sought for the offence or offences on which the request for extradition is based;

(e) When the requested State considers that the extradition of the person sought could have exceptionally serious consequences for him or her, from a humanitarian point of view, or by reason of his or her age or state of health.

Article 5. Surrender of nationals

1. Where the person sought is a national of the requested State, the requested State may refuse to grant extradition. Nationality shall be determined as of the date of commission of the crime for which extradition is requested.

2. Where extradition is refused on this ground, the requested State shall, if the other State so requests, submit the case to its competent authorities for them to take appropriate legal action against the person sought for the offence or offences on which the request for extradition has been based. To this effect, documents, reports and objects relating to the offence shall be transmitted free of charge through the channel provided for in article 7 and the requesting State shall be informed of the decision taken.

Article 6. Death penalty

Extradition shall be refused if the offence for which extradition is requested is punishable by death under the laws of the requesting State, unless the requesting State gives sufficient assurances that the death penalty shall not be required, shall not be imposed and shall not be carried out.

Article 7. Request for extradition and required documents

1. The request for extradition shall be made in writing in all cases and shall be transmitted through the diplomatic channel.

2. The request for extradition shall contain the following:

(a) Any documents, statements or other type of information that make it possible to determine the identity and probable location of the person sought;

(b) A statement of the acts for which extradition is requested, mentioning the date and place where they were committed, their legal classification and references to the legal provisions applicable thereto, including those relating to the statute of limitations;

(c) The text of the legal provisions which describe the offence for which extradition is requested, and the corresponding penalties;

(d) The text of the legal provisions indicating, as the case may be, that the prosecution or the penalty is not time-barred;

(e) The documents, statements or other type of information specified in paragraph 3 or 4 of this article, as appropriate.

3. A request for extradition concerning a person wanted for prosecution for an offence must also be accompanied by the original or a copy of the arrest warrant issued by the judge or other competent judicial authority.

4. A request for extradition of a convicted person must also be accompanied by:

(a) The original or a copy of the conviction.

(b) A statement of the length of the sentence pronounced and the remaining part of the sentence to be served.

5. If the requested State requests, pursuant to this Treaty, additional information or documents in order to decide on the action to be taken on the extradition request, such information or documents shall be submitted within a maximum period of 45 calendar days.

Article 8. Translation and waiver of documentation formality

1. All documents submitted by the requesting State shall be accompanied by a translation into the language of the requested State.

2. In application of the provisions of this Treaty, the request for extradition, as well as the documents of any nature accompanying it at that time or thereafter, shall be exempt from legalization or similar formality.

Article 9. Provisional arrest

1. The requesting State may apply for the provisional arrest of the person sought as soon as the request for extradition is presented. The application for provisional arrest shall be transmitted through the diplomatic channel or directly between the Office of the Attorney-General of the Nation in the Public Prosecution Service of Peru and the Ministry of Justice of the French Republic or through the International Criminal Police Organization (INTERPOL).

2. The request for provisional arrest shall be presented in writing and shall contain:

- (a) A description of the person sought;
- (b) The person's location, where known;
- (c) A brief statement of the facts relevant to the case, mentioning the date, place and circumstances in which the crime was committed;
- (d) Details of the legal violations or violations in question;
- (e) A statement of the existence of an arrest warrant or a statement setting out the conviction of the person sought, and;
- (f) A statement that the request for extradition will be submitted subsequently.

3. Upon receipt of the application for provisional arrest, the requested State shall execute it in accordance with its laws. The requesting State shall be notified immediately of the decision concerning the application for provisional arrest and the reasons for any refusal of such application.

4. The person provisionally arrested may be set at liberty if the requested State, upon the expiration of 80 calendar days from the date of provisional arrest under this Treaty, has not received the request for extradition.

5. The release of the person sought pursuant to paragraph 4 of this article shall not prevent rearrest and extradition if the request is subsequently received.

Article 10. Decision on the request for extradition and surrender of the person sought

1. The requested State shall deal with the request for extradition pursuant to procedures provided by its own laws and this Treaty and shall promptly communicate the decision concerning the request to the requesting State through the diplomatic channel.

2. If extradition is granted, the Contracting States shall agree on the date and place for the surrender of the person sought. The requested State shall inform the requesting State of the length of time for which the person sought was detained with a view to his or her extradition.

3. Without prejudice to the provisions of paragraph 4 of this article, if the person sought is not received within 45 calendar days from the agreed date of surrender, the requested State may release the person and may then refuse to extradite him or her for the same offence.

4. If circumstances beyond its control prevent the surrender or reception of the person to be extradited, the Contracting State concerned shall inform the other State. The two Contracting States shall decide upon a new date of surrender, and the provisions of paragraph 3 of this article shall apply.

5. If extradition is refused, totally or partially, the requested State shall explain the grounds for its refusal, and, upon request of the requesting State, shall submit a copy of its judgment.

Article 11. Postponed or temporary surrender

1. After having accepted extradition, the requested State may postpone the surrender of a person against whom legal proceedings have been instituted or who is serving a sentence on the territory of that State. The postponement may last until the conclusion of the judicial proceeding against the person sought or until the person has completed any sentence imposed. The requested State shall, as soon as possible, give notice to the requesting State of any postponement in accordance with this paragraph.

2. If extradition is granted in respect of a person against whom judicial proceedings have been instituted or who is serving a sentence on the territory of the requested State, that State may, in exceptional cases, temporarily surrender to the requesting State the person whose extradition was granted, in accordance with conditions to be agreed upon by the Contracting States and, in any event, on the express condition that he or she shall be kept in custody and returned to the requested State.

Article 12. Conflicting requests

If the requested State receives requests from the other Contracting State and from one or several third States for the extradition of the same person, whether for the same offence or for different offences, the requested State shall decide to which State the person shall be surrendered, taking into consideration all the relevant factors, including the following:

- (a) Whether the requests were made pursuant to a treaty;
- (b) The chronological order in which the requests were received by the requested State;
- (c) The place where each offence was committed;
- (d) The address of the person sought;
- (e) The seriousness of each offence;
- (f) The nationality of the person sought; and
- (g) The possibility of subsequent extradition to another State.

Article 13. Seizure and surrender of property

1. To the extent permitted by its laws, the requested State may seize and surrender to the requesting State all objects, documents and evidence concerning the offence for which extradition is granted. Their surrender may take place even if extradition could not be effected owing to the death, disappearance or escape of the person sought.

2. The requested State may delay the surrender of the property referred to in the preceding paragraph for such time as it considers necessary for an investigation or proceedings in that State. In addition, it may surrender them to the requesting State on the condition that they be returned as soon as possible.

3. The rights of the requested State or of third States over the property surrendered shall remain intact.

Article 14. Rule of speciality

1. A person extradited under this Treaty shall not be proceeded against, sentenced or detained in the requesting State or subjected to any other restriction of his or her personal liberty for any offence committed before surrender other than that for which extradition was granted, except in the following cases:

(a) When the surrendering State gives its consent. To this end, a request shall be accompanied by the documents provided for in article 7 and a legal record of any statement made by the extradited person, stating whether he or she accepts the granting of the extradition or whether he or she opposes it. Such consent may be given only when the offence for which extradition is requested is extraditable under this Treaty, or,

(b) When the extradited person, having had an opportunity to leave the territory of the State to which he or she was surrendered, has not done so within 30 calendar days of final discharge or if the person has voluntarily returned to that territory after leaving it.

2. In the absence of the circumstances referred to in subparagraphs 1 (a) or (b) of this article, the requesting State, in accordance with its laws, may take the necessary measures for the expulsion of the extradited person, provide for the tolling or suspension of the statute of limitations, or conduct proceedings in absentia.

3. Where the legal description of the offence for which a person has been extradited is changed in the course of the proceedings, he or she may only be prosecuted or tried if the new description:

(a) Is extraditable under the conditions of this Treaty;

(b) Refers to the same acts for which extradition was granted; and,

(c) Is not punishable by death in the requesting State, unless it grants the guarantees provided for in article 6 of this Treaty.

Article 15. Re-extradition to a third State

Except in the case provided for in article 14, paragraph 1 (b), re-extradition to a third State may not be granted without the consent of the extraditing Contracting State. Such State may require the requesting Party to submit the documents listed in article 7 as well as a court record stating that the person sought accepts the re-extradition or that he or she opposes it.

Article 16. Consent of the person sought

If the person sought consents to be surrendered to the requesting State, the requested State shall, in accordance with its domestic laws, decide on the surrender as soon as possible. Such consent must be free, explicit and voluntary, and the person sought must be informed of his or her rights and of the consequences of his or her decision.

Article 17. Transit

1. The transit through the territory of one of the Contracting States of a person surrendered to the other Contracting State by a third State shall be authorized by means of the presentation, as appropriate, of one of the documents provided for in paragraph 3 or 4 of article 7 of this Treaty, through the diplomatic channel or directly between the Office of the Attorney-General of the Nation in the Public Prosecution Service of the Republic of Peru and the Ministry of Justice of the French Republic.

2. Transit may be refused in all cases of refusal of extradition and on grounds of public order.

3. The custody of the person shall be the responsibility of the authorities of the State of transit while the person is on its territory.

4. If air transport is used, the following provisions shall apply:

(a) Where no landing is scheduled, the requesting State shall notify the State whose territory is to be overflown and declare the existence of one of the documents, as appropriate, provided for in article 7, paragraph 3 or 4. In the event of an unintentional landing, this communication shall serve as an application for provisional arrest, as provided for in article 9, and the requesting State shall submit a formal request for transit; or,

(b) When the landing is scheduled, the requesting State shall send a formal request for transit.

Article 18. Costs

1. The costs arising out of extradition caused by connected domestic proceedings shall be borne by the requested State, with the exception of those relating to the transport of the person sought to the requesting State, which shall be borne by the latter.

2. If, in the course of the execution of a request for extradition, it becomes apparent that extraordinary costs must be incurred to comply with that request, the Contracting States shall consult each other to determine the terms and conditions to which the execution of the request shall be subject.

Article 19. Relation to other treaties or international agreements

The provisions of this Treaty shall not affect the rights and obligations of each Contracting State established in other treaties, conventions or agreements.

Article 20. Consultations

The Office of the Attorney-General of the Nation in the Public Prosecution Service of the Republic of Peru and the Ministry of Justice of the French Republic may consult each other in relation to the processing of cases and the maintenance and improvement of the procedures for implementing this Treaty.

Article 21. Settlement of disputes

Any dispute arising between the Contracting States concerning the interpretation or execution of this Treaty shall be resolved by consultation between them through the diplomatic channel.

Article 22. Temporal scope

This Treaty shall apply to all requests for extradition presented after its entry into force, even if the offences for which they refer were committed earlier.

Article 23. Amendments

Any amendment to this Treaty shall be made in writing and agreed upon based on the mutual consent of the Contracting States. Amendments shall enter into force in accordance with article 25 of the Treaty.

Article 24. Duration

This Treaty shall be of indefinite duration.

Article 25. Entry into force

This Treaty shall enter into force on the first day of the second month following the last notification by which the Contracting States notify each other, through the diplomatic channel, of the completion of the procedures required by their respective legal systems for that purpose.

Article 26. Denunciation

1. Either Contracting Party may denounce this Treaty at any time by means of written notification to the other Contracting Party through the diplomatic channel. In this case, denunciation shall take effect on the first day of the sixth month from the date of receipt of said notification.

2. Requests for extradition which have been received before the date on which the denunciation of this Treaty takes effect shall nevertheless continue to be governed by the provisions hereof.

Article 27. Final provision

Upon the entry into force of this Treaty, the Convention on Extradition between the Republic of Peru and the French Republic, signed at Paris on 30 September 1874, shall cease to have effect. Notwithstanding the foregoing, requests presented prior to the entry into force of this Treaty shall continue to be processed in accordance with that Convention.

DONE at Lima, on 21 February 2013 in duplicate, in the Spanish and French languages, both texts being equally authentic.

For the Republic of Peru:

[SIGNED]

For the French Republic:

[SIGNED]